

# Question écrite au gouvernement



de **Mme Charlotte Leduc**  
Députée LFI-NUPES de Moselle  
Membre de la Commission des Finances

à **M. le Ministre de l'Économie, des Finances, de la Souveraineté industrielle et numérique**

## **L'État doit intervenir pour sauver nos brasseries artisanales et indépendantes !**

26 mars 2024

Mme Charlotte Leduc interroge M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur la situation des brasseurs indépendants qui sont en grave danger. Particulièrement en raison de l'augmentation du prix des bouteilles en verre qui représente deux tiers de leur prix de revient.

Au nombre de 2500, les brasseries artisanales et indépendantes représentent un acteur économique non négligeable du tissu français des TPE et PME. Il s'agit d'une filière artisanale dynamique. En 2019, une brasserie artisanale a été créée par jour. Malgré ce dynamisme économique remarquable, les brasseries indépendantes sont en danger.

La SNBI a alors réalisé une enquête auprès de ses 2500 adhérents. Il en est ressorti que 67 % des brasseries rencontrent des difficultés financières, 60 % sont inquiètes à court terme et 10 % envisagent une fermeture en 2024. 92,4 % des brasseries imputent leurs difficultés aux augmentations du prix des bouteilles en verre. Ce secteur représente 6 500 emplois sans compter les emplois indirects engendrés par cette filière.

À l'heure où le chômage de masse frappe la France, il serait inconcevable que rien ne soit fait pour empêcher ces entreprises de faire faillite. Lors de la traditionnelle cérémonie de la galette à l'Élysée, le Président de la République avait assuré qu'aucune petite entreprise ne serait laissée « sur le carreau ». Si le bouclier tarifaire encadre une partie de l'augmentation des prix de l'énergie, il reste à répondre à l'augmentation du prix des bouteilles en verre. La SNBI demande une aide exceptionnelle à la trésorerie pour les brasseries artisanales indépendantes produisant moins de 200 000 hl et une aide à hauteur de 5 centimes par bouteille en verre utilisée pour leur production.

Le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire a accordé une aide de 230 millions au secteur de la viticulture. Pourquoi les brasseries ne pourraient-elles pas percevoir une telle aide ? Pourquoi sont-elles ignorées ? Les PME et TPE constituent le cœur de l'économie française. Il serait inconcevable qu'elles ne perçoivent pas une aide qui leur permettraient de se projeter dans l'avenir. Le ministère de l'économie compte-t-il encore ignorer les brasseries indépendantes et artisanales ?